

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION



REVUE DE PRESSE

Les Quotidiens

Cellule Communication

Lundi 09 février 2026



Rue René Ndiave X Avenue Carde – BP 4017 Dakar – Tél : +221 33 889 21 06

Site web : www.economie.gouv.sn – Contact: contact.mepc@economie.gouv.sn



PRESSE EN LIGNE

APS . Le président Faye présente les infrastructures urbaines de proximité, comme un "levier majeur d'équité territoriale et de développement inclusif"

Le président de la République, Bassirou Diomaye Faye, a effectué, dimanche, une visite des chantiers de construction et de réhabilitation de voiries assainies et éclairées dans la commune de Kédougou, réaffirmant sa volonté de faire des infrastructures urbaines de proximité un "levier majeur d'équité territoriale, de cohésion sociale et de développement inclusif". La visite de ces chantiers réalisés dans le cadre du Programme de modernisation des villes (PROMOVILLES) constitue l'une des dernières étapes de la tournée économique qu'il effectue depuis jeudi dernier dans le sud-est du Sénégal. À Kédougou, le programme PROMOVILLES a permis de réaliser 6,45 km de voiries assainies et éclairées ainsi que la construction, la réhabilitation et l'équipement de 24 salles de classe, a-t-on appris sur place. Financé par l'État du Sénégal avec l'appui de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA), l'ensemble du projet mobilise un investissement global supérieur à 5,7 milliards de francs CFA, indique-t-on.

<https://aps.sn/le-president-faye-presente-les-infrastructures-urbaines-de-proximite-comme-un-levier-majeur-dequite-territoriale-et-de-developpement-inclusif/>

LE SOLEIL. Bassirou Diomaye Faye : « Cette infrastructure aura un rôle catalytique »

Le Président de la République, Bassirou Diomaye Faye, dans sa tournée économique, a visité, hier, le chantier de la route Kidira-Bakel. Il estime que l'infrastructure va jouer un rôle catalytique pour le développement économique et social. À Kidira, le bitumage de la route menant vers Bakel est une priorité. Les populations ne diront pas le contraire. Tôt le matin, elles se sont mobilisées pour assister à la visite du chantier. Hommes et femmes élégamment vêtus échangent sous une tente, pendant que d'autres longent la route avec des pancartes pour souhaiter la bienvenue au président de la République, Bassirou Diomaye Faye. Le linéaire global du projet est de 250 kilomètres. Le lot 1 concerne l'axe Tambacounda-Goudiry, avec 80 km. Le taux d'exécution est de 100 %. Le lot 2, Goudiry-Kidira, est long de 105 km, avec un taux d'avancement également de 100 %. L'axe Kidira-Bakel, long de 65 km, est exécuté à 89 %. La largeur de la plateforme est de 10,20 mètres, pour une chaussée de 7,20 mètres, soit deux voies de 3,60 mètres chacune.

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/bassirou-diomaye-faye-cette-infrastructure-aura-un-role-catalytique/>

LEJECOS. Kédougou : Le Président de la République lance la connectivité universelle

À Kédougou, le Président de la République, Bassirou Diomaye Faye, a procédé le 7 février 2026, au lancement de la connectivité universelle, une initiative nationale majeure qui permettra de connecter gratuitement 1 million de Sénégalais, en priorité dans les zones où l'accès au numérique était jusqu'ici difficile, voire quasi inexistant.



Selon la Présidence de la République qui donne l'information, le choix du Lycée technique, industriel et minier Mamba Guirassy pour ce lancement revêt une forte portée symbolique et stratégique. Créé en 1998 et implanté sur un vaste site de 17 hectares, renseigne la même source, cet établissement est un pilier de la formation technique et professionnelle dans le Sud-Est du pays, au cœur d'un territoire à fort potentiel minier, agricole et industriel. Il forme chaque année des centaines de techniciens et de techniciens supérieurs dans des filières directement liées aux besoins de l'économie nationale.

https://www.lejecos.com/Kedougou-Le-President-de-la-Republique-lance-la-connectivite-universelle_a30315.html

APS. Bassirou Diomaye Faye : "Je quitte le Sénégal oriental avec une détermination renforcée"

Le chef de l'Etat Bassirou Diomaye Faye s'est dit davantage "déterminé" pour réduire les inégalités et bâtir un développement "plus juste", au terme de sa tournée économique qu'il a entamée depuis le 5 février dans les régions de Tambacounda et Kédougou. "J'achève ma tournée à Tambacounda et à Kédougou avec un profond sentiment de responsabilité et de reconnaissance [...] je quitte le Sénégal oriental avec une détermination renforcée, celle de poursuivre, avec méthode et constance, le travail engagé pour transformer les réalités du quotidien, réduire les inégalités et bâtir un développement plus juste, plus équilibré et plus humain", a-t-il posté sur le réseau social X. Le chef de l'Etat a remercié les populations de ces deux "belles régions pour l'accueil chaleureux" et la "sincérité" avec laquelle il dit avoir été reçu.

<https://aps.sn/bassirou-diomaye-faye-je-quitte-le-senegal-oriental-avec-une-determination-renforcee/>

SENEWEB. Sénégal : Les contours des discussions entre Sonko et la délégation de la Banque mondiale

Comme annoncé vendredi, Ousmane Sonko a reçu le vice-président de la Banque mondiale pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, Ousmane Diagana. Ce dernier, accompagné par d'autres responsables du Groupe, a déclaré qu'ils ont «félicité le premier ministre et son gouvernement par rapport à tout ce que le Sénégal a fait récemment, basé sur des principes de transparence afin que la situation macroéconomique soit beaucoup plus viable». M. Diagana ajoute qu'ils ont aussi discuté avec le chef du gouvernement sénégalais, des programmes que le groupe de la banque mondiale finance au Sénégal. L'objectif est de voir «comment s'assurer que ces programmes soient alignés par rapport aux priorités du Sénégal», dit-il. «Au total, il y a eu un alignement très important entre ce que le premier ministre nous a présenté et ce que nous avons aussi comme interventions», assure M. Diagana qui s'exprimait, à sa sortie d'audience, auprès de la télévision nationale.

https://www.seneweb.com/fr/news/5/senegal-les-contours-des-discussions-entre-sonko-et-la-delegation-de-la-banque-mondiale_n_482736.html

MEPC. Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération du Sénégal

Le ministre de l'Économie, du Plan et de la Coopération a reçu en audience, le vendredi 6 février 2026, une délégation de la Banque mondiale conduite par Monsieur Ousmane Diagana, Vice-Président de la Banque mondiale (World Bank) pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Les échanges ont permis d'aborder plusieurs enjeux majeurs liés au cadre



macroéconomique, à la soutenabilité de la dette et à la gestion du portefeuille des projets. La question de la mobilisation de tous les instruments de financement du Groupe de la Banque mondiale a aussi occupé une place centrale dans les débats. Dans ce contexte de rareté des ressources, le recours au #PForR pour appuyer les politiques publiques en lien avec les lettres de politique sectorielle, le recyclage des actifs, les PPP et l'effet de levier avec des ressources privées en complément de ressources publiques ont été largement abordés et très appréciés par le vice-président Diagana et son staff. Il en est de même de l'opérationnalisation de la Stratégie nationale de développement du secteur privé et de promotion de l'investissement (#SNDSPi) pour une meilleure implication du secteur privé à travers notamment l'identification des entités remarquables (champions et potentiels champions dans les pôles régionaux) à appuyer pour améliorer leur productivité et la croissance.

https://web.facebook.com/story.php?story_fbid=1226288392958641&id=100067324742649&mibextid=wwXIfr&rdid=tLfjxjAf2i5prdb#

SENEWEB. Dette du Sénégal : Le FMI face à une soutenabilité de plus en plus contestée

Le Sénégal traverse une crise de la dette. Le pays est contraint de s'endetter presque chaque mois pour faire face à ses remboursements, financer ses dépenses courantes et maintenir le fonctionnement normal de l'État. Cette situation, combinée à plusieurs dégradations de la note souveraine, a entraîné une hausse spectaculaire du coût de l'endettement sur les marchés internationaux. « Sur les eurobonds sénégalais, les taux sont passés d'environ 4 % à plus de 12 % en l'espace de quelques années. Une évolution qui reflète la perte de confiance des investisseurs et qui place le pays dans ce que la finance internationale qualifie de dette en détresse », selon le professeur Abdoulaye Ndiaye, économiste à la New York University Invité du "Jury du dimanche" sur iRadio. À l'en croire, « officiellement, le FMI indique ne pas avoir encore finalisé son analyse de soutenabilité de la dette du Sénégal. Une formule diplomatique qui, dans le langage des institutions financières internationales, signifie qu'il n'est pas en mesure de confirmer que la dette est soutenable à ce stade ».

https://www.seneweb.com/fr/news/5/dette-du-senegal-le-fmi-face-a-une-soutenabilite-de-plus-en-plus-contestee_n_482808.html

SENEWEB. Crise de la dette au Sénégal : Face au mur de la transparence et des choix difficiles

Depuis près de deux ans, la question de la dette publique sénégalaise alimente débats, controverses et spéculations. Révélée au grand public en 2024 par les autorités issues de l'alternance, la situation réelle de l'endettement de l'État continue de susciter incompréhensions et crispations. Invité du "Jury du Dimanche" sur iRadio, le professeur Abdoulaye Ndiaye, économiste à la New York University, apporte un éclairage sans détour : le Sénégal est confronté à une dette sous-estimée, dont la gravité impose désormais des décisions courageuses. Pour l'économiste, le débat sémantique doit être dépassé. La dette qualifiée de « cachée » ne signifie pas qu'elle n'existe pas juridiquement, mais qu'elle n'a pas été correctement déclarée aux partenaires financiers internationaux, notamment au Fonds monétaire international (FMI), créancier de dernier ressort. Les chiffres avancés sont sans précédent : environ 11 milliards de dollars de dette non reportée selon les standards internationaux, un niveau



qui place le Sénégal parmi les cas les plus graves de sous-déclaration observés à l'échelle mondiale.

https://www.seneweb.com/fr/news/5/crise-de-la-dette-au-senegal-face-au-mur-de-la-transparence-et-des-choix-difficiles_n_482806.html

LE QUOTIDIEN. Investissements – Feuille de route 2025-2030 : Le Fonsis veut mobiliser près de 3000 milliards

Environ 3000 milliards de francs Cfa, c'est le coût global des projets majeurs que le Fonds souverain d'investissements stratégiques (Fonsis) entend réaliser, en partenariat avec le secteur privé, avant 2030. L'Etat sénégalais, via le Fonds souverain d'investissements stratégiques (Fonsis), son bras financier, entend mobiliser un investissement global d'environ 3000 milliards de francs Cfa au cours des cinq prochaines années, à travers des projets majeurs. Il s'agit d'un pipeline de 20 projets prioritaires à réaliser avant 2030, en collaboration avec le secteur privé, dont le Grand transfert d'eau (Gte), la Raffinerie & comptoir national d'or, les aquapoles, l'Agropole sud, le Dakar millennium center (Dmc), le Hub médical et paramédical de Dakar (Hmpd), une Centrale électrique de 500 Mw à gaz, l'Industrie sénégalaise des véhicules militaires (Isevem) et Kajom capital, un véhicule financier visant à faciliter l'accès aux logements.

<https://lequotidien.sn/investissements-feuille-de-route-2025-2030-le-fonsis-veut-mobiliser-pres-de-3000-milliards/>

LEJECOS. Sénégal : Les prix à la consommation ont connu léger repli en octobre 2025

Les prix à la consommation ont enregistré une légère baisse en octobre 2025. Selon l'Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC), ils se sont repliés de 0,2 % par rapport au mois de septembre, traduisant une modération des tensions inflationnistes sur la période. Cette évolution mensuelle s'explique essentiellement par la diminution des prix des produits alimentaires et des boissons non alcoolisées, en recul de 0,8 %. Ce poste, qui occupe une part importante dans le panier de consommation des ménages, a ainsi contribué de manière significative à la baisse globale de l'indice. En revanche, en glissement annuel, les prix à la consommation affichent une hausse de 1,9 % en octobre 2025. Ce niveau d'inflation demeure relativement contenu, reflétant une évolution modérée des prix sur un an, dans un contexte marqué par des ajustements sectoriels et une certaine stabilisation des marchés.

https://www.lejecos.com/Senegal-Les-prix-a-la-consommation-ont-connu-leger-repli-en-octobre-2025_a30312.html

LE SOLEIL. Janvier 2026 : Sangomar expédie 3,8 millions de barils, GTA exporte 0,5 million de m³ de GNL

Pendant le mois de janvier 2026, le projet pétrolier de Sangomar a maintenu un niveau d'activité soutenu avec l'expédition de quatre cargaisons de pétrole brut vers le marché international. Ces exportations représentent un volume cumulé de 3,8 millions de barils sur l'ensemble du mois, confirmant la continuité du plateau de production. Dans le même temps, le projet gazier GTA a enregistré l'exportation de trois cargaisons de gaz naturel liquéfié (GNL). Le volume total exporté au cours de la période s'élève à 0,5 million de mètres cubes de GNL, traduisant une activité régulière sur le site de production. Ainsi, pour le seul mois de janvier 2026, les deux projets ont cumulé sept



cargaisons exportées, réparties entre le pétrole brut de Sangomar et le GNL de GTA, pour des volumes respectifs de 3,8 millions de barils et 0,5 million de mètres cubes de GNL.

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/janvier-2026-sangomar-expedie-38-millions-de-barils-gta-exporte-05-million-de-m%C2%B3-de-gnl/>

SENEWEB. Pétrole et gaz sénégalais : Ce qui a été produit et commercialisé en Janvier

Le ministère de l’Energie, du Pétrole et des Mines a publié son rapport mensuel sur la production et la commercialisation des hydrocarbures au niveau des principaux gisements au Sénégal. Pour ce qui est de Sangomar, il renseigne qu’au cours du mois de janvier 2026, quatre cargaisons de pétrole brut ont été expédiées et commercialisées sur le marché international, pour un volume total de 3,8 millions de barils. Au total, jusqu’ici, 56,13 millions de barils ont été produits et 55,7 millions de barils commercialisés à sangomar. Soit 58 cargaisons. «Le plateau de production se poursuit attestant des bonnes performances du réservoir et des installations», indique le ministère. Au gisement gazier de Grand Tortue Ahmeyim, en janvier, trois cargaisons de gaz naturel liquéfié (GNL) ont été exportées, représentant un volume de 0,5 million de mètres cubes de GNL.

https://www.seneweb.com/fr/news/5/petrole-et-gaz-senegalais-ce-qui-a-ete-produit-et-commercialise-en-janvier_n_482777.html

AGENCE ECOFIN. Le Sénégal sur la bonne voie pour l’accès universel à l’électricité d’ici 2029 (AIE)

Dans un contexte africain marqué par des niveaux d’accès à l’électricité encore faibles, certains pays progressent vers l’objectif d’une couverture universelle, en s’appuyant sur leurs ressources domestiques. Selon le rapport « Electricity 2026 », publié en février par l’Agence internationale de l’énergie (AIE), le Sénégal est en bonne voie pour atteindre l’accès universel à l’électricité dès 2029. Cet objectif est inscrit dans son Energy Compact, publié dans le cadre de l’initiative Mission 300, qui prévoit une augmentation annuelle du taux d’accès de 2,9 %, permettant au pays d’atteindre la couverture totale un an avant l’échéance mondiale de l’ODD7 fixée à 2030, qui porte sur l’accès à l’énergie. Cet objectif ambitieux repose sur une base solide. En 2024, 84 % de la population sénégalaise avait accès à l’électricité, un taux parmi les plus élevés en Afrique subsaharienne. Selon l’AIE, la couverture est désormais totale en zones urbaines, tandis que les zones rurales affichent un taux d’accès de 66 %.

<https://www.agenceecofin.com/actualites-industries/0902-135592-le-senegal-sur-la-bonne-voie-pour-l-acces-universel-a-l-electricite-d-ici-2029-aie>

AGENCE ECOFIN. Sénégal : les opérateurs télécoms disposés à investir davantage, mais sous conditions

La fracture numérique qui perdure en Afrique freine l’inclusion et compromet les perspectives de développement. Au Sénégal, l’État, qui place de grandes ambitions dans le numérique, multiplie les initiatives pour favoriser l’accès universel. Il se montre d’ailleurs très ouvert à la réflexion sur diverses solutions. Pilier du « New Deal Technologique » dont l’ambition est de faire du Sénégal un hub numérique africain d’ici 2034, le secteur des télécommunications pose une équation centrale : comment accélérer la connectivité universelle sans fragiliser la rentabilité des investissements



privés ? Réunis le jeudi 5 février à Dakar à l'initiative de KPMG et Helios Towers sous le thème « Infrastructures numériques et connectivité universelle : enjeux, modèles et perspectives », les opérateurs et fournisseurs de services télécoms ont adressé un message clair aux pouvoirs publics : l'inclusion numérique totale est possible mais la sécurisation de la rentabilité des investissements par l'État est indispensable.

<https://www.agenceecofin.com/actualites-numerique/0902-135590-senegal-les-operateurs-telecoms-disposes-a-investir-davantage-mais-sous-conditions>



ACTUALITÉS INTERNATIONALES

RFI. Sénégal: le DAF, un département du ministère de l'Intérieur, touché par une cyberattaque

Après le site des impôts en octobre dernier, cette fois c'est le département de l'automatisation des fichiers (DAF) qui a été touché par une cyberattaque. Cet organisme particulièrement sensible, rattaché au ministère de l'Intérieur permet, entre autres, de délivrer les cartes nationales d'identité. L'étendue des données piratées est pour l'heure inconnue mais les spécialistes en cybersécurité sont formels : l'attaque informatique sur le département de l'automatisation des fichiers (DAF) est particulièrement grave. Elle l'est notamment car ce service rattaché au ministère de l'Intérieur dirige et sécurise toutes les données biométriques des citoyens sénégalais : les cartes nationales d'identité, le fichier électoral et la modernisation de l'état civil. Des données donc particulièrement sensibles. Un groupe tout récemment apparu au début de l'année et quasi inconnu a revendiqué la cyberattaque. Il a publié sur le darkweb quelques-unes des données piratées.

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20260207-s%C3%A9n%C3%A9gal-le-daf-un-d%C3%A9partement-du-minist%C3%A8re-de-l-int%C3%A9rieur-touch%C3%A9-par-une-cyberattaque>

RFI. Sénégal: la police démantèle un réseau pédopornographique avec l'aide de la justice française

Un réseau pédopornographique impliquant des ressortissants sénégalais et un Français a été démantelé entre Dakar et Kaolack. La police sénégalaise a interpellé quatorze hommes, qui ont été déférés vendredi 6 février devant le parquet, à l'issue d'une enquête de plusieurs mois en collaboration avec la justice française. Les autorités précisent que l'affaire implique des mineurs et des transmissions volontaires du VIH et que l'enquête se poursuit. L'enquête a été ouverte au Sénégal à la suite d'une commission rogatoire internationale, délivrée par la justice française après l'arrestation d'un homme en France, Pierre Robert, originaire de Picardie, en avril dernier pour pédopornographie. Un réseau aux ramifications allant jusqu'au Sénégal a été mis au jour. Le dossier a ensuite été confié à la division des investigations criminelles, épaulée par une mission française composée de juges d'instruction et d'officiers de police.



<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20260209-s%C3%A9n%C3%A9gal-la-police-d%C3%A9mant%3%A8le-un-r%C3%A9seau-p%C3%A9dopornographique-avec-l-aide-de-la-justice-fran%C3%A7aise>

RFI. Guinée: pourquoi la pénurie de liquidités perdure?

Depuis huit mois, la Guinée fait face à une pénurie persistante de billets de banque. Une situation qui freine l'activité économique et alimente la défiance envers le système bancaire. Malgré un plan de sortie de crise engagé par la Banque centrale et les banques commerciales, la distribution de liquidités reste lente et insuffisante. Les retraits de certains montants sont toujours limités en Guinée. Certes, les files d'attente sont moins longues devant les guichets de banque, mais c'est surtout parce que trouver des billets relève désormais du parcours du combattant. M'Bany Sidibé, habitant de Conakry et président de l'Union pour la défense des consommateurs, confie : « C'est une crise qui affecte non seulement les banques primaires, mais ça affecte aussi aujourd'hui les transactions électroniques, que ce soit au niveau d'Orange Money, que ce soit Mobile Money, que ce soit Kulu ou que ce soit d'autres entreprises qui font des transactions électroniques. Non seulement, ça participe au ralentissement de l'activité économique, mais aussi, ça crée assez de difficultés au niveau du consommateur. »

<https://www.rfi.fr/fr/podcasts/afrique-%C3%A9conomie/20260208-guin%C3%A9e-pourquoi-la-p%C3%A9nurie-de-liquidit%C3%A9s-perdure>

RFI. Moins de prêts, projets resserrés: les investissements chinois en Afrique évoluent

Sur cette dernière décennie, d'après une étude de l'Observatoire de la finance du développement, Pékin a perçu plus d'argent du continent africain qu'il n'en a fourni. Les crédits accordés il y a une dizaine d'années arrivent à échéance, ainsi, la Chine est passée du statut de source de financement pour l'Afrique à celui de créancier. En parallèle, elle continue d'investir sur le continent, mais redessine profondément sa relation financière avec ses partenaires africains. En 2024, la Chine a accordé un peu plus de 2 milliards de dollars de prêts à l'Afrique, loin du pic de près de 30 milliards en 2016. Un changement drastique qui ne traduit pas un désengagement de Pékin à l'égard du continent, mais plutôt une évolution de la relation Chine-Afrique. Pour Philippe Aguiñer, chercheur à l'Institut Montaigne et enseignant sur l'économie chinoise à l'Inalco, « la Chine a appris de ses expériences passées. Dans les années 2010, c'est peut-être allé trop vite, il n'y avait pas suffisamment d'examen critique de la qualité des projets ». Aujourd'hui, estime-t-il, « il y a un examen beaucoup plus rigoureux et sélectif des projets financés. »

<https://www.rfi.fr/fr/podcasts/afrique-%C3%A9conomie/20260205-moins-de-pr%C3%A9s-projets-resserr%C3%A9s-les-investissements-chinois-en-afrique-%C3%A9voluent>

COURRIER INTERNATIONAL. La croissance de l'Afrique sur le point de dépasser celle de l'Asie ?

Le continent africain pourrait rapidement surpasser les pays asiatiques quant à la croissance économique, selon les projections du Fonds monétaire international. L'Afrique subsaharienne est portée par ses deux géants, le Nigeria et l'Afrique du Sud, tout comme par les demandes élevées en matières premières. Et si l'Afrique dépassait l'Asie en matière de croissance économique ? Selon les premières tendances, cette



hypothèse pourrait se concrétiser dès l'année 2026. C'est ce qui ressort des projections du Fonds monétaire international (FMI), qui, dans ses dernières perspectives économiques mondiales, estime que certains pays africains devraient connaître une croissance à deux chiffres. Surtout, la croissance moyenne en Afrique subsaharienne devrait atteindre 4,6 % dès cette année, soit davantage que celle de la Chine (4,5 %) ou des pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (4,2 %). Même si les experts avertissent que l'Afrique aura besoin d'investissements massifs pour assurer son développement.

https://www.courrierinternational.com/article/economie-la-croissance-de-l-afrique-sur-le-point-de-depasser-celle-de-l-asie_240252

PRESS AFRIK. Investissement dans la santé: l'aide conditionnée de Washington avec 15 pays africains

Par l'instauration d'une nouvelle doctrine baptisée « America First Global Health Strategy », les États-Unis redéfinissent radicalement leurs relations avec leurs partenaires historiques, principalement en Afrique. Exit l'assistance inconditionnelle, place à la « co-investissement ». Les 15 pays ayant signé ces protocoles d'accord (MOU) quinquennaux (2026-2030) sont les suivants : Botswana, Cameroun, Côte d'Ivoire, Eswatini, Éthiopie, Kenya, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mozambique, Nigeria, Ouganda, Rwanda, Sierra Leone). Depuis le 18 septembre 2025, le gouvernement américain (USG) déploie une stratégie qui vise à transformer ses programmes de santé en accords bilatéraux de cinq ans (2026-2030). L'objectif affiché est d'aider les pays à bâtir des systèmes de santé « résilients et durables » en transférant la responsabilité financière aux gouvernements locaux. Au cœur de cette politique se trouvent les Protocoles d'Accord (MOU). Ces documents imposent aux pays partenaires d'augmenter leurs propres dépenses de santé nationales à mesure que l'aide américaine se rétracte.

https://www.pressafrik.com/Investissement-dans-la-sante-l-aide-conditionnee-de-Washington-avec-15-pays-africains_a300887.html

LA TRIBUNE. Baisse des taux ou rigueur monétaire ? Trump joue gros en installant Kevin Warsh à la Fed

Le président américain a désigné un faucon pour diriger la banque centrale américaine dès mai prochain. Kevin Warsh est surtout connu pour soutenir le quantitative tightening, la réduction du bilan de l'institution américaine. Donald Trump a-t-il fait le bon choix ? Vendredi dernier, le président américain a choisi Kevin Warsh comme successeur à la tête de la Réserve fédérale américaine en mai. Le milliardaire compte sur lui pour obtenir une baisse importante des taux d'intérêt, qu'il réclame depuis plus d'un an à l'actuel président de l'institution, Jerome Powell. « S'il était venu et qu'il avait dit « Je veux les augmenter » (...) Il n'aurait pas eu le poste », a déclaré mercredi le président américain, lors d'une interview à la chaîne américaine NBC News. Kevin Warsh a soutenu Donald Trump ces derniers mois, notamment lors de ses déclarations publiques, en critiquant l'actuelle administration.

<https://www.latribune.fr/article/economie/international/1945050095103514/baisse-des-taux-ou-rigueur-monetaire-trump-joue-gros-en-nommant-kevin-warsh-a-la-fed>

LE MONDE. « La fraude aux fonds européens doit être combattue pour ce qu'elle est : une menace à l'ordre public »



Le magistrat Frédéric Baab souligne, dans une tribune au « Monde », la massivité des fraudes au sein de l'Union européenne, tant du côté des dépenses que du côté des recettes, avec notamment des escroqueries à la TVA et aux droits de douane. L'année 2026 sera celle du changement pour le parquet européen. Avec le départ de sept procureurs, soit un tiers du collège, et celui de la procureure en chef, Laura Kövesi, qui aura incarné et porté avec une grande détermination ce ministère public pleinement indépendant, et par essence européen, une page va se tourner. Sa mission, rappelons-le, est de lutter contre la fraude aux fonds européens. Un champ qui couvre à la fois les recettes de l'Union (TVA et droits de douane) et les dépenses dans leur ensemble, qui s'élèvent à plus de 2 000 milliards d'euros pour la période 2021-2027. A quoi s'ajoutent les infractions connexes aux fraudes elles-mêmes, comme la participation à une organisation criminelle, la corruption ou le blanchiment, étant rappelé que ce parquet exerce, à son niveau, tous les pouvoirs d'enquête et de poursuite des parquets nationaux.

https://www.lemonde.fr/idees/article/2026/02/08/la-fraude-aux-fonds-europeens-doit-etre-combattue-pour-ce-qu-elle-est-une-menace-a-l-ordre-public_6665921_3232.html

LES ECHOS. Le déficit commercial de la France passe sous les 70 milliards malgré les droits de douane de Trump

Grâce à la baisse de la facture énergétique, le déficit commercial de la France s'est réduit de 10 milliards d'euros l'an dernier, à 69,2 milliards d'euros, selon les chiffres publiés par les douanes ce vendredi. Le solde manufacturier s'est, lui, dégradé de 2,4 milliards. L'excédent dans les services dépasse en revanche les 55 milliards. Pour la troisième année d'affilée, le déficit commercial français a diminué l'an dernier, ramené à 69,2 milliards, soit 10 milliards de moins qu'en 2024, selon les données publiées par les Douanes ce vendredi. Malgré trois années consécutives d'amélioration, le solde en 2025 reste 11,1 milliards en dessous de son niveau de 2019, avant la crise sanitaire, précisent-elles. « La France démontre sa capacité à tenir le cap », a néanmoins pu se féliciter Nicolas Forissier, ministre délégué au Commerce extérieur. Alors que le déficit des échanges de biens s'était creusé au premier semestre, la seconde partie de l'année s'est révélée plus favorable.

<https://www.lesechos.fr/economie-france/conjoncture/le-deficit-commercial-de-la-france-est-passe-sous-les-70-milliards-deuros-en-2025-2214406>

COURRIER INTERNATIONAL. Économie. En Indonésie, une crise boursière aux raisons politiques

La dégradation de la note souveraine de l'Indonésie, vendredi 6 février, a affolé les marchés, provoquant des sorties de capitaux de plusieurs milliards de dollars. Pour la presse régionale, ces secousses dépassent la seule sphère financière et traduisent une perte de confiance plus large dans le gouvernement du président Prabowo Subianto. « Un nouveau choc dans un début d'année déjà mouvementé pour la plus grande économie d'Asie du Sud-Est », écrit Channel News Asia. Vendredi 6 février, Moody's, l'une des trois grandes agences de notation, a abaissé la perspective de la note souveraine de l'Indonésie de « stable » à « négative », et entraîné ainsi dans son sillage celle de 19 grandes entreprises, invoquant le recul de la prévisibilité des politiques publiques ainsi que des signes d'affaiblissement de la gouvernance.



https://www.courrierinternational.com/article/economie-en-indonesie-une-crise-boursiere-aux-raisons-politiques_240341

BFMTV. Russie, Arménie, Congo, Libye, Népal... L'Union européenne met à jour la liste des compagnies exclues de son espace aérien (toutes les compagnies de 18 pays y figurent)

142 des 169 opérateurs interdits dépendent de pays dont les autorités sont incapables de contrôler de manière satisfaisante leur sécurité selon la Commission européenne. C'est une liste qui s'allonge d'année en année. La Commission européenne vient de publier la nouvelle version de sa liste noire des compagnies aériennes interdites d'exploitation dans son ciel. En tout, ce sont 169 opérateurs qui sont exclus de l'espace aérien européen contre 97 en 2021 par exemple. "La Liste de sécurité aérienne de l'UE (ASL) recense les transporteurs aériens ne respectant pas les normes de sécurité internationales. Ces transporteurs sont interdits de vol à destination, à l'intérieur et en provenance de l'UE, y compris le survol. Les transporteurs n'opérant pas de vols vers l'UE peuvent également être inscrits sur l'ASL afin d'informer les voyageurs hors UE des risques liés à la sécurité", explique Bruxelles. Les compagnies de 18 pays interdites 142 des 169 compagnies interdites dépendent de pays dont les autorités sont incapables de contrôler de manière satisfaisante leur sécurité.

https://www.bfmtv.com/economie/entreprises/transports/russie-armenie-congo-libye-nepal-l-union-europeenne-met-a-jour-la-liste-des-compagnies-exclues-de-son-espace-aerien-toutes-les-compagnies-de-18-pays-y-figurent_AV-202602090470.html

FRENCH.CHINA.ORG. La Chine accroît ses importations et partage sa croissance avec le monde

La volonté de la Chine d'accroître ses importations s'impose comme un élément crucial de sa stratégie d'ouverture de haut niveau, soulignant l'engagement de Beijing à partager les opportunités de son vaste marché intérieur avec le reste du monde et, en cette période d'incertitude économique accrue, à offrir une demande prévisible et une source de croissance stable, ont affirmé des analystes et des chefs d'entreprise étrangers. L'accent mis sur l'expansion des importations est conforme aux déclarations du président chinois Xi Jinping, qui a affirmé que la Chine resterait attachée à l'ouverture et que son développement n'était pas poursuivi de manière isolée, mais dans une perspective de croissance partagée avec le monde. Xi a déclaré à plusieurs reprises que la Chine allait renforcer son marché intérieur et importer davantage de produits de haute qualité, soulignant que l'ouverture était un engagement à long terme et non un choix politique à court terme.

http://french.china.org.cn/china/txt/2026-02/09/content_118324712.htm

NEWS YAHOO. Est-ce que le yuan va (finalement) détrôner le dollar dans l'économie mondiale ?

La monnaie chinoise, le yuan, titille peu à peu la domination du dollar américain dans les échanges internationaux. Le yuan peut-il détrôner le dollar ? Cette question de géopolitique économique agite depuis plusieurs mois les marchés financiers. En période de déficits budgétaires et commerciaux records aux États-Unis, de craintes sur la dette publique et l'indépendance de la Fed, l'attractivité du dollar baisse, pendant que celle du yuan continue de s'épanouir. De là à imaginer la fin de l'hégémonie du dollar dans l'économie mondiale, les transactions internationales ou les réserves



mondiales en devises ? Pas si sûr...Inclus dans le panier de devises du Fonds monétaire international depuis 2015, le yuan s'installe progressivement, mais sûrement, dans les échanges internationaux.

https://fr.news.yahoo.com/yuan-va-finalement-d%C3%A9tr%C3%B4ner-dollar-060236426.html?guccounter=1&guce_referrer=aHR0cHM6Ly93d3cuZ29vZ2xILmNvbS8&guce_referrer_sig=AQAAANNYntGOIsCq5VRoBQ234HCkukMWMC23vtHVpK43afYURqGbJnX5n4wUU5hIDmwWpj4X1s3QfmwEchBTSDIHpOEDVK0juHE-FH9i8syOuSPTd0zi18w9YL4I9ID2YwdzFICCARnWsfjgf1dI8-P4lwnd6Ap4_eDgcsWP6Vcyfwsk

